

Décision n°2020_DEC_47

DECISION DU PRESIDENT

5.8 – Décision d'ester en justice

Le Président de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-9 et L 5211-10,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°2020_DEL_111 du 15 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au président afin d'ester en justice,

Considérant l'arrêt rendu par la Cour administrative d'appel de Lyon en date du 8 octobre 2020 dans l'affaire opposant la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie aux sociétés GROUPAMA Rhône-Alpes-Auvergne et Arima Consultants, annulant le jugement du Tribunal administratif n°1507568 du Tribunal administratif de Grenoble du 17 juillet 2018,

Considérant la nécessité de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie de défendre ses intérêts dans ce contentieux,

DECIDE

Article 1 :

La Communauté de communes se pourvoit en cassation auprès du Conseil d'état contre l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Lyon n°18LY03722 en date du 8 octobre 2020.

Article 2 :

Mandat est donné à la SCP David Gaschignard, avocat au Conseil d'état et à la Cour de cassation, sis à Paris 7 quai Anatole France (75007), afin de représenter les intérêts de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie dans ce contentieux.

Article 2 :

Le Directeur général des services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Rumilly, le **17 NOV. 2020**

**Le Président,
Christian HEISON**



Information au Conseil communautaire de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie en date du